

## Fußnote

(1) *Sitzung 2008-2009.*  
*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 930 (2008-2009) Nrn. 1 und 2.  
*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 30. April 2009.  
 Diskussion - Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1839

[2009/202285]

**30 APRIL 2009. — Decreet waarbij de titel "stad" aan de gemeente Herstal verleend wordt (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De gemeente Herstal mag de titel "stad" dragen.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,  
 R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
 A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,  
 M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
 Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
 J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,  
 Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
 M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
 D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
 B. LUTGEN

## Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*  
*Stukken van het Waals Parlement* 930 (2008-2009), nrs. 1 en 2.  
*Volledig verslag*, openbare vergadering van 30 april 2009.  
 Bespreking - Stemmingen.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1840

[2009/202286]

**30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon pris en application de l'article 123 du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, notamment l'article 123;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 janvier 2009;

Vu l'avis du Conseil de la politique scientifique, donné le 13 février 2009 et entériné par le Conseil économique et social de la Région wallonne le 23 février 2009;

Vu l'avis n° 46.156/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 mars 2009 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° "entreprise", "petite entreprise", "moyenne entreprise", "unité universitaire", "unité de haute école", "centre de recherche agréé", "organisme public de recherche", "entité externe à la Région wallonne et aux entités pouvant bénéficier d'une aide que vise le présent décret" : ces termes tels que les définit le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

2° "projet", "administration", "Ministre", "décret" : ces termes tels que les définit l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

3° "bénéficiaire" : une personne morale dont le projet fait l'objet d'une subvention ou d'une avance récupérable accordée par l'administration;

4° "chef de file" : bénéficiaire chargé de la coordination du projet lorsque celui-ci comprend plusieurs bénéficiaires;

5° "évaluation ex post" : évaluation des résultats de l'octroi des aides correspondant à un programme;

6° "programme" : ensemble des projets financés dans le cadre d'un appel à projets ou ensemble des projets correspondant à un même type de subvention ou d'avance récupérable;

7° "projet financé" : projet s'étant vu accordé une subvention ou une avance récupérable par l'administration.

#### CHAPITRE II. — *Du champ d'application*

**Art. 2.** Le présent arrêté ne s'applique pas aux subventions prévues aux articles 35, 46, 50, 66, 82 et 107 du décret.

#### CHAPITRE III. — *De la définition des indicateurs*

**Art. 3.** Pour chaque programme, l'administration publie sur son site web, après avis du Comité de suivi interdépartemental visé à l'article 12 du présent arrêté et après approbation par le Gouvernement, la liste des indicateurs suivant lesquels sont évalués les résultats de l'octroi des aides, notamment en adéquation avec les objectifs stratégiques et les axes prioritaires arrêtés par le Gouvernement. Ces indicateurs sont élaborés sur base des données collectées conformément au présent arrêté.

#### CHAPITRE IV. — *De la collecte des données*

**Art. 4.** Pour chaque programme, l'administration publie sur son site web, après approbation par le Ministre, la liste des données que les bénéficiaires transmettent afin de réaliser l'évaluation ex post ainsi que les échéances auxquelles ces données sont transmises.

**Art. 5.** Pour un même projet financé, le transfert des données par le bénéficiaire a lieu à différentes étapes du projet, notamment lors du démarrage de la recherche, du rapport final ainsi que deux à quatre ans après la fin de la période de recherche. L'administration met à la disposition des bénéficiaires, notamment via une interface web sécurisée, l'outil permettant le transfert des données.

**Art. 6.** Pour chaque projet financé, la liste des données que le bénéficiaire doit transmettre est annexée à la convention conclue entre la Région et le bénéficiaire. Cette liste est celle disponible sur le site web de l'administration, conformément à l'article 4, au jour de la signature de la convention. Moyennant l'accord des parties, un avenant à la convention peut prévoir l'actualisation de la liste des données.

#### CHAPITRE V. — *Des données*

**Art. 7.** Pour les projets relevant des articles 15, 21, 32, 40, 54, 58 et 94 du décret, le bénéficiaire transmet :

1° une description des priorités en termes d'objectifs au moment du démarrage du projet ainsi qu'au moment de sa clôture, de manière à en appréhender l'évolution. Ces données sont fournies par le chef de file du projet en concertation avec les autres bénéficiaires et l'administration;

2° des données quantitatives permettant d'appréhender les résultats du projet en termes de réalisations des objectifs techniques et économiques, en termes de renforcement des compétences ainsi qu'en termes de collaborations et partenariats. Ces données sont fournies par chacun des bénéficiaires du projet et validée par l'administration;

3° une appréciation de l'impact observé du projet à sa clôture ainsi que de l'impact attendu dans les deux à quatre années, notamment en terme de renforcement de la position concurrentielle, d'accès à de nouveaux marchés et de diminution des coûts de production. Ces données sont fournies par le chef de file du projet en concertation avec les autres bénéficiaires et l'administration;

4° une appréciation des facteurs ayant affecté le déroulement du projet tant positivement que négativement. Ces données sont fournies par chacun des bénéficiaires du projet.

**Art. 8.** Pour les projets relevant des articles 61 et 71 du décret, le bénéficiaire transmet :

1° une description des priorités en termes d'objectifs au moment du démarrage du projet ainsi qu'au moment de sa clôture, de manière à en appréhender l'évolution. Ces données sont fournies par le chef de file du projet en concertation avec les autres bénéficiaires et l'administration;

2° des données quantitatives permettant d'appréhender les résultats directs du projet ainsi que les résultats notamment en termes de renommée scientifique, de qualifications, de collaborations et partenariats. Ces données sont fournies par chacun des bénéficiaires du projet et validée par l'administration;

3° une appréciation de l'impact observé du projet à sa clôture ainsi que de l'impact attendu dans les deux à quatre années, notamment en termes d'accroissement de connaissances et d'aptitudes au sein de l'équipe du bénéficiaire. Ces données sont fournies par le chef de file du projet en concertation avec les autres bénéficiaires et l'administration;

4° une appréciation des facteurs ayant affecté le déroulement du projet tant positivement que négativement. Ces données sont fournies par chacun des bénéficiaires du projet.

**Art. 9.** Pour les projets relevant des articles 78, 87, 91 et 110 du décret, le bénéficiaire transmet :

1° une description des priorités en termes d'objectifs au moment du démarrage du projet ainsi qu'au moment de sa clôture, de manière à en appréhender l'évolution. Ces données sont fournies par le chef de file du projet en concertation avec les autres bénéficiaires et l'administration;

2° des données quantitatives permettant d'appréhender les résultats du projet en termes de développement d'activités, en termes de renforcement des compétences ainsi qu'en termes de collaborations et partenariats. Ces données sont fournies par chacun des bénéficiaires du projet et validée par l'administration;

3° une appréciation de l'impact observé du projet à sa clôture ainsi que de l'impact attendu dans les deux à quatre années, notamment en termes de capacités des bénéficiaires à renforcer l'innovation dans les entreprises. Ces données sont fournies par le chef de file du projet en concertation avec les autres bénéficiaires et l'administration;

4° une appréciation des facteurs ayant affecté le déroulement du projet tant positivement que négativement. Ces données sont fournies par chacun des bénéficiaires du projet.

#### CHAPITRE VI. — *Du traitement des données*

**Art. 10.** Le traitement des données collectées est réalisé soit par l'administration, soit par une entité externe à la Région wallonne et aux entités pouvant bénéficier d'une subvention ou avance récupérable que vise le décret. Les personnes habilitées à avoir accès aux données sont désignées nominativement.

**Art. 11.** Les résultats de l'analyse des données sont communiqués annuellement au Gouvernement sous forme de tableaux agrégés ne comportant que des données anonymes.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité de suivi interdépartemental visé à l'article 83 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie remet chaque année et au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre un rapport de suivi au Ministre.

§ 2. Le Comité invite à ses réunions, avec voix consultatives :

— quatre représentants du Conseil de la Politique scientifique, dont un représentant des entreprises, un représentant des unités universitaires, un représentant des unités de hautes écoles et un représentant des centres de recherche agréés;

— un représentant de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS).

Le Comité peut également associer à ses travaux d'autres experts, à titre d'invités.

#### CHAPITRE VII. — *Du respect de la vie privée*

**Art. 13.** Le transfert et le traitement des données se font dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Toute action en vue de convertir des données codées en données à caractère personnel est formellement interdite.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009.

**Art. 15.** La Ministre de la Recherche et des Technologies nouvelles est chargée de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1840

[2009/202286]

**30. APRIL 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung in Ausführung von Artikel 123 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, insbesondere Artikel 123;

Aufgrund des am 6. Januar 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Januar 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 13. Februar 2009 abgegebenen Gutachtens des Rats für die Wissenschaftspolitik, das am 23. Februar 2009 vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region bestätigt worden ist;

Aufgrund des am 30. März 2009 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 46.156/4;

Auf Vorschlag der Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Unternehmen", "Kleinunternehmen", "Mittelunternehmen", "Universitätseinheit", "Hochschuleinheit", "zugelassenes Forschungszentrum", "öffentliche Forschungseinrichtung", "Einheit außerhalb der Wallonischen Region und der Einheiten, die eine in dem vorliegenden Dekret vorgesehene Beihilfe beanspruchen können": diese Begriffe nach der im Dekret vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie gegebenen Definition;

2° "Projekt", "Verwaltung", "Minister", "Dekret": diese Begriffe nach der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie gegebenen Definition;

3° "Anspruchsberechtigter": eine juristische Person, deren Projekt Gegenstand eines von der Verwaltung gewährten Zuschusses oder rückforderbaren Vorschusses ist;

4° "Federführer": Anspruchsberechtigter, der mit der Koordinierung des Projektes beauftragt ist, wenn dieses mehrere Anspruchsberechtigte umfasst;

5° "Ex-post-Bewertung": Bewertung der Ergebnisse der Gewährung der Beihilfen, die einem Programm entsprechen;

6° "Programm": Gesamtheit der Projekte, die im Rahmen eines Projektaufrufs finanziert werden, oder Gesamtheit der Projekte, die einer gleichen Kategorie von Zuschüssen oder rückforderbaren Vorschüssen entsprechen;

7° "finanziertes Projekt": Projekt, für das die Verwaltung einen Zuschuss oder einen rückforderbaren Vorschuss gewährt hat.

#### KAPITEL II — *Anwendungsbereich*

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass ist nicht auf die in den Artikeln 35, 46, 50, 66, 82 und 107 des Dekrets vorgesehenen Zuschüsse anwendbar.

#### KAPITEL III — *Bestimmung der Indikatoren*

**Art. 3** - Für jedes Programm veröffentlicht die Verwaltung auf ihrer Webseite, nach vorherigem Gutachten des in Artikel 12 vorliegenden Erlasses genannten interdepartementalen Begleitausschusses und nach vorheriger Genehmigung durch die Regierung, die Liste der Indikatoren, nach denen die Ergebnisse der Gewährung der Beihilfen insbesondere in Übereinstimmung mit den von der Regierung beschlossenen strategischen Zielsetzungen und vorrangigen Achsen bewertet werden. Diese Indikatoren werden aufgrund der gemäß vorliegendem Erlass gesammelten Daten ausgearbeitet.

#### KAPITEL IV — *Sammlung der Daten*

**Art. 4** - Für jedes Programm veröffentlicht die Verwaltung mit der Zustimmung des Ministers auf ihrer Webseite die Liste der Daten, die die Anspruchsberechtigten zwecks der Durchführung der Ex-post-Bewertung übermitteln, sowie die Fristen für die Übermittlung dieser Daten.

**Art. 5** - Für ein selbes finanziertes Projekt findet die Übermittlung der Daten durch den Anspruchsberechtigten an mehreren Stufen des Projekts statt, insbesondere beim Anfang der Forschung, beim Schlussbericht sowie zwei bis vier Jahre nach dem Ende der Forschungsperiode. Die Verwaltung stellt den Anspruchsberechtigten das Instrument zur Übermittlung der Daten zur Verfügung, insbesondere über eine gesicherte Internetschnittstelle.

**Art. 6** - Für jedes finanzierte Projekt wird die Liste der Daten, die der Anspruchsberechtigte zu übermitteln hat, der Vereinbarung beigefügt, die zwischen der Region und dem Anspruchsberechtigten geschlossen wird. Bei dieser Liste handelt es sich um diejenige, die gemäß Artikel 4 am Tag der Unterzeichnung der Vereinbarung auf der Webseite der Verwaltung zur Verfügung steht. Vorbehaltlich der Zustimmung der Parteien kann ein Nachtrag zur Vereinbarung die Aktualisierung der Liste der Daten vorsehen.

#### KAPITEL V. — *Daten*

**Art. 7** - Für die Projekte im Sinne der Artikel 15, 21, 32, 40, 54, 58 und 94 des Dekrets übermittelt der Anspruchsberechtigte:

1° eine Beschreibung der vorrangigen Ziele zum Zeitpunkt des Anfangs des Projekts sowie wenn das Projekt beendet wird, so dass die Entwicklung des Projekts ersichtlich ist. Diese Daten werden vom Federführer des Projekts in Absprache mit den anderen Anspruchsberechtigten und der Verwaltung eingereicht;

2° quantitative Daten, um die Ergebnisse des Projekts erfassen zu können, was die Umsetzung der technischen und wirtschaftlichen Ziele, die Stärkung der Kompetenzen, sowie die Zusammenarbeiten und Partnerschaften betrifft. Diese Angaben werden von jedem der Anspruchsberechtigten des Projekts eingereicht und von der Verwaltung bestätigt;

3° eine Bewertung der festgestellten Auswirkungen des Projekts, wenn es beendet wird, sowie der erwarteten Auswirkungen binnen zwei bis vier Jahren, insbesondere was die Stärkung der Wettbewerbslage, den Zugang zu neuen Märkten und die Senkung der Produktionskosten betrifft. Diese Angaben werden vom Federführer des Projekts in Absprache mit den anderen Anspruchsberechtigten und der Verwaltung eingereicht;

4° eine Bewertung der Faktoren, die den Ablauf des Projektes positiv und negativ beeinflusst haben. Diese Angaben werden von jedem der Anspruchsberechtigten eingereicht.

**Art. 8** - Für die Projekte im Sinne der Artikel 61 und 71 des Dekrets übermittelt der Anspruchsberechtigte:

1° eine Beschreibung der vorrangigen Ziele zum Zeitpunkt des Anfangs des Projekts sowie wenn das Projekt beendet wird, so dass die Entwicklung des Projekts ersichtlich ist. Diese Daten werden vom Federführer des Projekts in Absprache mit den anderen Anspruchsberechtigten und der Verwaltung eingereicht;

2° quantitative Daten, um die direkten Ergebnisse des Projekts, sowie die Ergebnisse betreffend den wissenschaftlichen Ruf, die Qualifikationen, die Zusammenarbeiten und Partnerschaften erfassen zu können. Diese Angaben werden von jedem der Anspruchsberechtigten des Projekts eingereicht und von der Verwaltung bestätigt;

3° eine Bewertung der festgestellten Auswirkungen des Projekts, wenn es beendet wird, sowie der erwarteten Auswirkungen binnen zwei bis vier Jahren, insbesondere was die Steigerung der Kenntnisse und Fähigkeiten innerhalb des Personals des Anspruchsberechtigten betrifft. Diese Angaben werden vom Federführer des Projekts in Absprache mit den anderen Anspruchsberechtigten und der Verwaltung eingereicht;

4° eine Bewertung der Faktoren, die den Ablauf des Projektes positiv und negativ beeinflusst haben. Diese Angaben werden von jedem der Anspruchsberechtigten eingereicht.

**Art. 9** - Für die Projekte im Sinne der Artikel 78, 87, 91 und 110 des Dekrets übermittelt der Anspruchsberechtigte:

1° eine Beschreibung der vorrangigen Ziele zum Zeitpunkt des Anfangs des Projekts sowie wenn das Projekt beendet wird, so dass die Entwicklung des Projekts ersichtlich ist. Diese Angaben werden vom Federführer des Projekts in Absprache mit den anderen Anspruchsberechtigten und der Verwaltung eingereicht;

2° quantitative Daten, um die Ergebnisse des Projekts erfassen zu können, was die Entfaltung von Aktivitäten, die Stärkung der Kompetenzen, sowie die Zusammenarbeiten und Partnerschaften betrifft. Diese Angaben werden von jedem der Anspruchsberechtigten des Projekts eingereicht und von der Verwaltung bestätigt;

3° eine Bewertung der festgestellten Auswirkungen des Projekts, wenn es beendet wird, sowie der erwarteten Auswirkungen binnen zwei bis vier Jahren, insbesondere was die Fähigkeiten der Anspruchsberechtigten zur Stärkung der Innovation in Unternehmen betrifft. Diese Angaben werden vom Federführer des Projekts in Absprache mit den anderen Anspruchsberechtigten und der Verwaltung eingereicht;

4° eine Bewertung der Faktoren, die den Ablauf des Projektes positiv und negativ beeinflusst haben. Diese Angaben werden von jedem der Anspruchsberechtigten eingereicht.

#### KAPITEL VI — *Verarbeitung der Daten*

**Art. 10** - Die gesammelten Daten werden entweder von der Verwaltung oder von einer Einheit außerhalb der Wallonischen Region und der Einheiten, die eine in dem vorliegenden Dekret vorgesehene Beihilfe beanspruchen können, verarbeitet. Die Personen, die Zugang zu den Daten haben können, werden namentlich bezeichnet.

**Art. 11** - Die Ergebnisse der Datenanalyse werden jährlich der Regierung in der Form von zusammenfassenden Tabellen mit nur anonymen Daten übermittelt.

**Art. 12** - § 1 - Der interdepartementale Begleitausschuss im Sinne von Artikel 83 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie übermittelt dem Minister jedes Jahr vor dem 1. September einen Folgebericht.

§ 2 - Der Ausschuss lädt folgende Personen, die über ein beratende Stimme verfügen, zu seinen Versammlungen ein:

— vier Vertreter des Rates für die Wissenschaftspolitik, worunter einen Vertreter der Unternehmen, einen Vertreter der Universitätseinheiten, einen Vertreter der Hochschuleinheiten und einen Vertreter der zugelassenen Forschungszentren;

— einen Vertreter des "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Wallonisches Institut für Bewertung, Vorausschau und Statistik), abgekürzt: IWEPS.

Der Ausschuss kann ebenfalls weitere Sachverständige als Gast an seinen Arbeiten teilnehmen lassen.

#### KAPITEL VII — *Achtung des Privatlebens*

**Art. 13** - Die Übermittlung und Bearbeitung der Daten erfolgen unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten. Vorgänge zur Umwandlung kodierter Daten in personenbezogene Daten sind ausdrücklich untersagt.

**Art. 14** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2009 in Kraft.

**Art. 15** - Die Ministerin der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1840

[2009/202286]

**30 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering genomen ter uitvoering van artikel 123 van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, inzonderheid op artikel 123;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 januari 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 januari 2009;

Gelet op het advies van de Raad voor Wetenschapsbeleid, gegeven op 13 februari 2009, en bekrachtigd door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest) op 23 februari 2009;

Gelet op het advies nr. 46.156/4 van de Raad van State, gegeven op 30 maart 2009 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> "onderneming", "kleine onderneming", "middelgrote onderneming", "universitaire afdeling", "afdeling van hogeschool", "erkend onderzoekscentrum", "publieke onderzoeksinstelling", "entiteit buiten het Waalse Gewest en de entiteiten die in aanmerking kunnen komen voor steun beoogd bij dit decreet" : deze woorden zoals bepaald in het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

2<sup>o</sup> "project", "bestuur", "Minister", "decreet" : deze woorden zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

3<sup>o</sup> "begunstigde" : een rechtspersoon waarvan het project het voorwerp heeft uitgemaakt van een toelage of een terugvorderbaar voorschot toegekend door het bestuur;

4<sup>o</sup> "lead manager" : begunstigde belast met de coördinatie van het project indien dit project verschillende begunstigden meetelt;

5<sup>o</sup> "ex-post evaluatie" : evaluatie van de resultaten van de toekenning van de steun die overeenstemmen met een programma;

6<sup>o</sup> "programma" : geheel van de medegefinancierde projecten in het kader van een projectoproep of geheel van projecten die overeenstemmen met éénzelfde type toelage of terugvorderbaar voorschot;

7<sup>o</sup> "gefinancierd project" : project waarvoor het bestuur een toelage of een terugvorderbaar voorschot heeft toegekend.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

**Art. 2.** Dit besluit is niet van toepassing op de in de artikelen 35, 46, 50, 66, 82 en 107 van het decreet bedoelde toelagen.

HOOFDSTUK III. — *Bepaling van de indicatoren*

**Art. 3.** Na advies van het interdepartementale opvolgingscomité bedoeld in artikel 12 van dit besluit en na goedkeuring door de Regering, maakt het bestuur, voor elk programma, de lijst bekend op haar website van de indicatoren aan de hand waarvan de resultaten van de toekenning van de steun worden beoordeeld, met name in overeenstemming met de door de Regering vastgestelde strategische doelstellingen en hoofdlijnen. Deze indicatoren worden uitgewerkt op basis van de gegevens verzameld overeenkomstig dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Verzameling van de gegevens*

**Art. 4.** Na goedkeuring door de Minister maakt het bestuur, voor elk programma, de lijst bekend op haar website van de door de begunstigden overgemaakte gegevens om de ex-post evaluatie uit te voeren, alsook de termijnen voor het doorgeven van deze gegevens.

**Art. 5.** Voor éénzelfde gefinancierd project gebeurt de overdracht van de gegevens bij verschillende stappen van het project, met name bij het begin van het onderzoek, bij het eindverslag alsook na twee à vier jaar na het eind van het onderzoeksperiode. Het bestuur zet ter beschikking van de begunstigden, met name via een beveiligde internetsite, een middel om de gegevens over te dragen.

**Art. 6.** Voor elk gefinancierd project wordt de lijst die de begunstigde moet overmaken, gevoegd bij de overeenkomst gesloten tussen het Gewest en de begunstigde. De lijst is die die beschikbaar is op de internetsite van het bestuur, overeenkomstig artikel 4, op de dag van ondertekening van de overeenkomst. Mits instemming van de partijen kan de actualisatie van de lijst van gegevens in een aanhangsel bij de overeenkomst worden voorzien.

HOOFDSTUK V. — *Gegevens*

**Art. 7.** Voor de projecten die onder de artikelen 15, 21, 32, 40, 54, 58 en 94 van het decreet vallen, maakt de begunstigde wat volgt over :

1° een beschrijving van de prioriteiten inzake doelstellingen bij het begin van het project alsook bij het beëindigen ervan, voor een beter begrip van de evolutie. Deze gegevens worden verstrekt door de lead manager van het project in overleg met de andere begunstigten en het bestuur;

2° kwantitatieve gegevens die het begrip van de resultaten van het project mogelijk maken inzake verwezenlijking van de technische en economische doelstellingen, inzake versterking van de bevoegdheden alsook inzake samenwerkingsverbanden en partnerschappen. Deze gegevens worden verstrekt door elke begunstigde van het project en goedgekeurd door het bestuur;

3° een beoordeling van de vastgestelde impact van het project op het einde ervan alsook de verwachte impact binnen twee à vier jaar, met name inzake versterking van de concurrentiepositie, inzake toegang tot nieuwe markten en inzake vermindering van de productiekosten. Deze gegevens worden verstrekt door de lead manager van het project in overleg met de andere begunstigten en het bestuur;

4° een beoordeling van de factoren die een positieve en/of negatieve invloed hebben gehad op het verloop van het project. Deze gegevens worden verstrekt door elke begunstigde van het project.

**Art. 8.** Voor de projecten die onder de artikelen 61 en 71 van het decreet vallen, maakt de begunstigde wat volgt over :

1° een beschrijving van de prioriteiten inzake doelstellingen bij het begin van het project alsook bij het beëindigen ervan, voor een beter begrip van de evolutie. Deze gegevens worden verstrekt door de lead manager van het project in overleg met de andere begunstigten en het bestuur;

2° kwantitatieve gegevens die het begrip van de rechtstreekse resultaten van het project mogelijk maken alsook de resultaten inzake wetenschappelijke bekendheid, kwalificaties, samenwerkingsverbanden en partnerschappen. Deze gegevens worden verstrekt door elke begunstigde van het project en goedgekeurd door het bestuur;

3° een beoordeling van de vastgestelde impact van het project op het einde ervan alsook de verwachte impact binnen twee à vier jaar, met name inzake uitbreiding van kennis en vaardigheden binnen het team van de begunstigde. Deze gegevens worden verstrekt door de lead manager van het project in overleg met de andere begunstigten en het bestuur;

4° een beoordeling van de factoren die een positieve en/of negatieve invloed hebben gehad op het verloop van het project. Deze gegevens worden verstrekt door elke begunstigde van het project.

**Art. 9.** Voor de projecten die onder de artikelen 78, 87, 91 en 110 van het decreet vallen, maakt de begunstigde wat volgt over :

1° een beschrijving van de prioriteiten inzake doelstellingen bij het begin van het project alsook bij het beëindigen ervan, voor een beter begrip van de evolutie. Deze gegevens worden verstrekt door de lead manager van het project in overleg met de andere begunstigten en het bestuur;

2° kwantitatieve gegevens die het begrip van de resultaten van het project mogelijk maken inzake ontwikkeling van activiteiten, inzake versterking van de bevoegdheden alsook inzake samenwerkingsverbanden en partnerschappen. Deze gegevens worden verstrekt door elke begunstigde van het project en goedgekeurd door het bestuur;

3° een beoordeling van de vastgestelde impact van het project op het einde ervan alsook de verwachte impact binnen twee à vier jaar, met name inzake de capaciteiten van de begunstigten om de innovatie in de ondernemingen te versterken. Deze gegevens worden verstrekt door de lead manager van het project in overleg met de andere begunstigten en het bestuur;

4° een beoordeling van de factoren die een positieve en/of negatieve invloed hebben gehad op het verloop van het project. Deze gegevens worden verstrekt door elke begunstigde van het project.

HOOFDSTUK VI. — *Verwerking van de gegevens*

**Art. 10.** De verkregen gegevens worden verwerkt ofwel door het bestuur, ofwel door een entiteit buiten het Waalse Gewest en de entiteiten die in aanmerking kunnen komen voor een toelage of een terugvorderbaar voorschot beoogd bij dit decreet. De personen die gerechtigd zijn om toegang te hebben tot de gegevens worden bij naam aangewezen.

**Art. 11.** De resultaten van de analyse van de gegevens worden jaarlijks aan de Regering meegedeeld in de vorm van geaggregeerde tabellen die alleen anonieme gegevens inhouden.

**Art. 12.** § 1. Het interdepartementale opvolgingscomité bedoeld in artikel 83 van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië bezorgt de Minister jaarlijks uiterlijk op 1 september een opvolgingsverslag.

§ 2. Het Comité nodigt de volgende personen uit op zijn vergaderingen, met raadgevende stem :

— vier vertegenwoordigers van Raad voor Wetenschapsbeleid, waarvan een vertegenwoordiger van de ondernemingen, een vertegenwoordiger van de universitaire afdelingen, een vertegenwoordiger van de afdelingen van hogescholen en een vertegenwoordiger van de erkende onderzoekscentra;

— een vertegenwoordiger van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek) (IWEPS).

Het Comité kan eveneens andere deskundigen, als uitgenodigde personen, aan zijn werkzaamheden laten deelnemen.

HOOFDSTUK VII. — *Respect voor het privé-leven*

**Art. 13.** De overdracht en de verwerking van de gegevens gebeuren met inachtneming van de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Elke handeling voor het omzetten van gecodeerde gegevens in persoonsgegevens is streng verboden.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2009.

**Art. 15.** De Minister van Onderzoek en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET